

Des fonctionnaires du Département d'État ont confirmé devant des journalistes israéliens la grande victoire de Shamir ; dorénavant on pouvait souffler.

C'est le spécialiste du Moyen-Orient au Département d'État qui a su expliquer pourquoi « *il ne fallait pas perdre son optimisme, au moins à ce stade : certes, Shamir a prononcé un discours devant les membres de son parti. Certes, il a pris des engagements. Mais il s'est aussi engagé lors des pourparlers pour la coalition puis il a dit à ses camarades : " Désolé, impossible de réaliser mes promesses. "* »

Il est difficile de ne pas rappeler à ce propos l'interview de David Magen, publiée dans l'hebdomadaire *Haïr* du 30 juin 1989. Questionné sur le fait que Shamir s'était engagé devant David Lévy à nommer Eliahou Ben-Elissar à un poste ministériel, Magen aurait déclaré : « *Quelle promesse à Ben-Elissar ? Il n'y en a aucune. Je peux vous rapporter ce que Shamir m'a dit lui-même : il a promis à Lévy de faire rentrer Ben-Elissar dans le gouvernement, mais j'ai rétorqué que dans ce cas, je me présenterai contre lui au comité central. Et bien sûr il aurait perdu. Le Premier ministre a répondu que la promesse faite à Lévy n'était valable que le jour même. Puis il a annoncé aux médias que son candidat était David Magen.* »

Si donc Denis Ross est inquiet, il peut appeler David Magen qui lui donnera une leçon bénéfique, telle qu'on en donne rarement dans une faculté de science politique américaine.

Yoav KARNI  
*Haaretz*, 9 juillet 1989.

## LE MONDE S'EN BALANCE

(...) Le véritable champ de bataille de l'*Intifada* se situe aujourd'hui sur les écrans télévisés de Londres, Bruxelles, New York ou Rome. Mais depuis quelques mois, le soulèvement y est relégué au second plan. « *C'est très cruel,*

*mais un enfant tué, ce n'est déjà plus de l'actualité* », note Mike Sposito, de l'agence Visnews, dont les images sont diffusées sur 1,6 milliard d'écrans télévisés dans le monde entier. Seuls des actes de terrorisme particulièrement sanglants ou spectaculaires, tels que le meurtre de la rue de Jaffa ou la catastrophe de l'autobus, ont réussi à ramener l'*Intifada* à la une des journaux.

Si la thèse selon laquelle les guerres du XX<sup>e</sup> siècle se règlent dorénavant sur les écrans télévisés est vraie, les insurgés peuvent avoir des inquiétudes sur le sort de ce dernier conflit : non seulement la télévision israélienne ne joue plus son rôle (« *Si on voyait ici les images qu'on montre à Toronto, le processus aurait progressé à un autre rythme* », affirme Sposito), mais les téléspectateurs de Los Angeles, par exemple, voient beaucoup moins l'*Intifada* que l'année dernière. Moins d'images signifie moins d'émotion, donc moins d'urgence au niveau de l'action. « *S'il y a 100 blessés à Gaza, c'est comme si rien n'était arrivé* », dit Elias Zananiri, de W.T.N.

Deux facteurs expliquent ce processus. Toute histoire médiatique vieillit avec le temps et fatigue les lecteurs. « *Ce n'est plus nouveau, alors ça passe tout naturellement dans les dernières pages* », explique Dan Williams, correspondant du *Los Angeles Times* en Israël. Parallèlement, la fermeture progressive des territoires a aussi son importance. Lentement, discrètement, et sans déclarations fracassantes susceptibles de soulever la colère des médias, Tsahal empêche les équipes de rentrer dans les territoires avec des caméras. « *Je ne me souviens plus quand nous avons filmé à Naplouse pour la dernière fois, mais je sais qu'il y a là-bas beaucoup d'événements importants* », ajoute Sposito.

Cette semaine, les équipes de l'agence anglaise W.T.N. venues filmer la destruction des maisons des suspects du meurtre de Zalman Shlein ont été arrêtées bien avant d'arriver à leur destination. « *Souvent ils nous arrêtent avant même qu'il*

arrive quelque chose. Dès qu'ils voient des journalistes, l'armée transmet un ordre de fermeture », explique Zananiri, le producteur de W.T.N. « On peut à la rigueur diffuser une ou deux fois l'image de l'officier nerveux qui brandit le document dûment rempli et signé, mais cette image perd vite de sa nouveauté. »

« Ces derniers temps, il y a beaucoup moins d'images de l'Intifada à la télévision », souligne avec satisfaction Rafi Horovitz, du bureau de presse gouvernemental, qui revient d'un voyage d'un mois aux États-Unis. « Quand ces films ont été diffusés, reconnaît-il, ils ont eu un effet dévastateur sur l'image de marque d'Israël. »

Pour certains journalistes, la baisse d'intérêt pour les événements dans les territoires provient également du fait que l'on attend moins d'Israël en tant que pays démocratique. Tant que l'État hébreu était perçu comme partie intégrante du monde occidental démocratique, les atteintes aux droits de l'homme enregistrées dans les territoires étaient considérées comme exceptionnelles et on pouvait en parler au grand public. Ce fut le cas au début du soulèvement ; mais quand les événements de ce type se sont répétés, toute l'affaire est devenue banale. Israël a perdu son titre de démocratie unique au Moyen-Orient et il a été associé aux pays du tiers monde, dont personne n'attend qu'ils respectent les droits de l'homme.

Pour Dan Williams, le correspondant du *Los Angeles Times*, cette thèse est un peu excessive, mais pas totalement inexacte : « On ne compare pas encore Israël à la Syrie, mais son image est certainement flétrie. »

Mike Sposito, de Visnews, croit lui aussi qu'il y a encore une différence entre ces deux pays, qui va en s'amenuisant : « Israël n'est pas encore vu comme un pays du tiers-monde, mais c'est devenu une démocratie en chute. » Pour Sposito, l'hostilité du gouvernement israélien à l'égard des médias internationaux n'est qu'un des symptômes du grignotage de la démocra-

tie. Les propos tenus par Shamir lors de son voyage aux États-Unis l'ont ulcéré : le Premier ministre affirme avoir réussi à rehausser l'image d'Israël malgré l'attitude calomnieuse des médias internationaux. « C'est carrément incroyable, dans cette histoire qui a calomnié qui ? Si c'est le message que le gouvernement adresse au peuple, je comprends l'hostilité que nous rencontrons dans la rue. » Pendant qu'il filmait les poignardés de la rue de Jaffa, Sposito a été attaqué par une foule furieuse alors que les images de cet horrible événement auraient pu justement servir la cause pro-israélienne.

(...)

Avant d'arriver en Israël, Mike Sposito a travaillé en Afrique du Sud et il trouve de plus en plus de points communs entre les deux pays. « Ils ont tous les deux commencé par affronter le soulèvement dans la liberté d'expression, mais quand ils ont découvert que leur image s'était dégradée à cause des médias, ils ont commencé à imposer des contraintes de plus en plus sévères à la presse. » En Afrique du Sud, il a fallu voter des lois spéciales à cette fin, alors qu'en Israël elles étaient déjà toutes prêtes — dans le cadre du gouvernement militaire — et n'exigeaient aucune préparation spéciale. De plus, Sposito prévoit que l'infiltration de l'Intifada à l'intérieur de la ligne verte donnera lieu à des restrictions de la liberté de la presse, même à l'intérieur d'Israël...

Il est néanmoins difficile d'affirmer que les médias ont perdu tout intérêt pour les événements : « Israël reste un allié important des États-Unis et nos lecteurs se sentent encore concernés », explique Tel Stanger, un correspondant de *Newsweek* en Israël. Les droits de l'homme en Irak et en Syrie, reconnaît-il, sont encore plus bafoués, mais cela n'intéresse pas outre mesure les lecteurs de *Newsweek*. Même le conflit au Sri Lanka, où l'on compte beaucoup plus de morts chaque jour, est moins couvert. (Stanger : « On peut l'expliquer par le fait qu'il n'y a pas à New

*York une communauté de 3 millions de Sri-Lankais. »)*

Sachant que le public s'intéresse encore au Moyen-Orient bien que l'impact de l'actualité quotidienne soit moins important, les journalistes préfèrent aborder des sujets plus larges : des phénomènes spécifiques ou l'influence du soulèvement sur les deux sociétés engagées dans le conflit. Un journaliste arabe habitué à accompagner les reporters étrangers dans les territoires estime que les sujets les plus brûlants sont la fermeture des écoles, l'économie autarcique et, bien sûr, le processus de paix. Ce sujet suscite encore beaucoup d'intérêt dans le monde. A titre d'exemple, les réunions politiques des deux partis font la une du *Los Angeles Times* ».

Aujourd'hui, c'est ce processus qui s'inscrit dans les préoccupations des journalistes qui vont sur le terrain. Tous les reportages réalisés sur place ne sont pas toujours publiés dans les journaux et l'accompagnateur arabe (qui préfère garder l'anonymat) est convaincu que nombre d'articles écrits en Israël par les reporters étrangers ne sont pas publiés à cause de la pression exercée par le lobby juif et les émissaires israéliens sur les médias.

La compétition entre les réseaux de relations publiques des Israéliens et des Palestiniens est âpre, et les Israéliens sont bien plus expérimentés dans ce domaine. Néanmoins, les agences de presse continuent à envoyer leurs journalistes dans les territoires. Face à la fermeture des territoires, elles ont commencé à distribuer des caméras dans les villes et les villages pour éviter de rester sans documents. « *Pour le moment, la région ne fait pas la une des journaux*, explique l'un des producteurs d'une chaîne américaine, *mais tout le monde attend la grande explosion qui peut survenir ici d'un instant à l'autre.* »

Rolli ROZEN  
Kol Hair, 21 juillet 1989.

## UNE HISTOIRE DRÔLE

Vous connaissez la dernière histoire drôle ? C'est Baroukh Elmakaïes \* qui la raconte : l'Israélien moyen « *pense comme la Paix maintenant, vote pour le Likoud et se comporte comme Meïr Kahana* ».

Cette histoire n'est pas drôle, parce que c'est la vérité.

Elle reflète la réalité nationale plus que mille articles de journaux. Cela explique la confusion qui règne parmi les commentateurs. Les diplomates et les journalistes étrangers, les gens par nature superficiels glosent sur le « *virage à droite* » en Israël. Ils pensent que les fous de la droite extrémiste vont envahir le pays.

Les résultats des dernières élections municipales ont provoqué une profonde dépression dans la gauche, qui est envahie par une sorte de pessimisme élégant et plaintif menant droit à l'inaction ou, au pire, à l'émigration. A droite, en revanche, c'est la panique qui prime. La droite considère que 95 % des citoyens israéliens et leurs dirigeants sont des traîtres prêts à brader la patrie.

Compliqué, confus ? Pas du tout. L'histoire drôle explique tout.

Commençons par la fin. L'Israélien moyen se comporte comme Kahana. C'est exagéré bien sûr. Seule une minorité agit comme lui, jette des pierres sur les voitures arabes et crie dans les rues « *Mort aux Arabes* ».

Mais cette petite minorité représente énormément de gens, qui n'oseraient jamais planter un couteau dans le dos du travailleur arabe. Ceux-là rêvent de transfert et de « *pendre tous les Arabes* ». Ils prônent la fermeture de la ligne verte et le renvoi de tous les travailleurs des territoires dans la bande de Gaza et en Judée-Samarie (c'est là aussi l'un des objectifs majeurs de l'*Intifada*).

C'est une réaction émotionnelle et on ne peut plus naturelle.

L'Israélien moyen affronte la réalité de

\* Maire de Yeruham